

COMMUNIQUÉ DE PRESSE / COMMUNIQUÉ DE PRESSE

« Comité d'alerte » du budget : les maires ne souhaitent pas être des figurants d'une séquence de communication et proposent une véritable réunion de travail

Le Gouvernement a convoqué en hâte l'AMF à une réunion dite de « travail » sur la situation budgétaire de la France. Aucun ordre du jour détaillé ou document de travail n'a été fourni aux organismes convoqués, malgré les demandes réitérées de l'AMF, y compris personnellement auprès du ministre de l'Économie.

La réunion du « comité d'alerte » apparaît davantage comme une séquence de communication destinée à exposer les analyses du ministère de l'Économie et des finances et reproduire une méthode qui exclut toute concertation ou négociation avec les collectivités. Après le « Conseil national de la refondation », « les Assises des finances publiques » ou encore le « Haut conseil des finances publiques locales », les maires ne souhaitent plus être les figurants d'une énième séquence de communication.

Or, la situation budgétaire de la France est extrêmement grave. L'AMF demande à pouvoir travailler réellement avec le Gouvernement face aux enjeux financiers du pays. Elle alerte depuis longtemps sur la dérive des comptes publics. Elle n'a de cesse de dénoncer ses causes : un centralisme qui conduit l'État à s'occuper de tout et être de moins en moins efficace sur ses missions fondamentales, et un excès de normes et de bureaucratie qui complique et renchérit toute action publique comme privée. Elle a déjà formulé de nombreuses propositions pour changer radicalement d'approche.

Dans ces circonstances, l'AMF ne participera pas à la séquence de demain. Elle se tient à la disposition du Gouvernement pour une vraie démarche constructive et durable, avec une réunion de travail préparée en amont, un ordre du jour, des documents et des propositions, qui permettent de travailler sur les diagnostics et surtout d'avancer sur les solutions pour le pays.